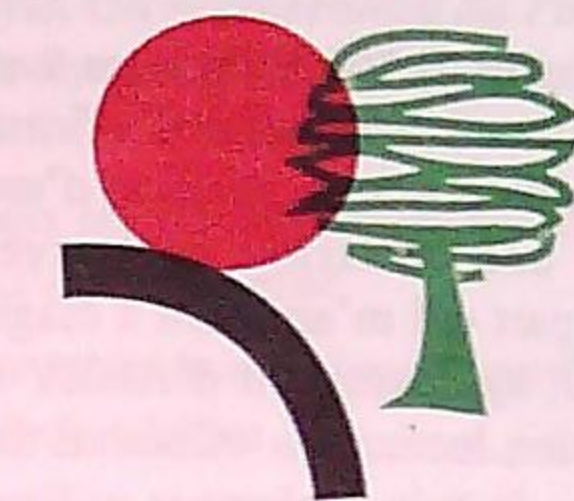


VIVRE AU PAYS



“ Le Combat socialiste ”

Juin 1996 - N°: 1025

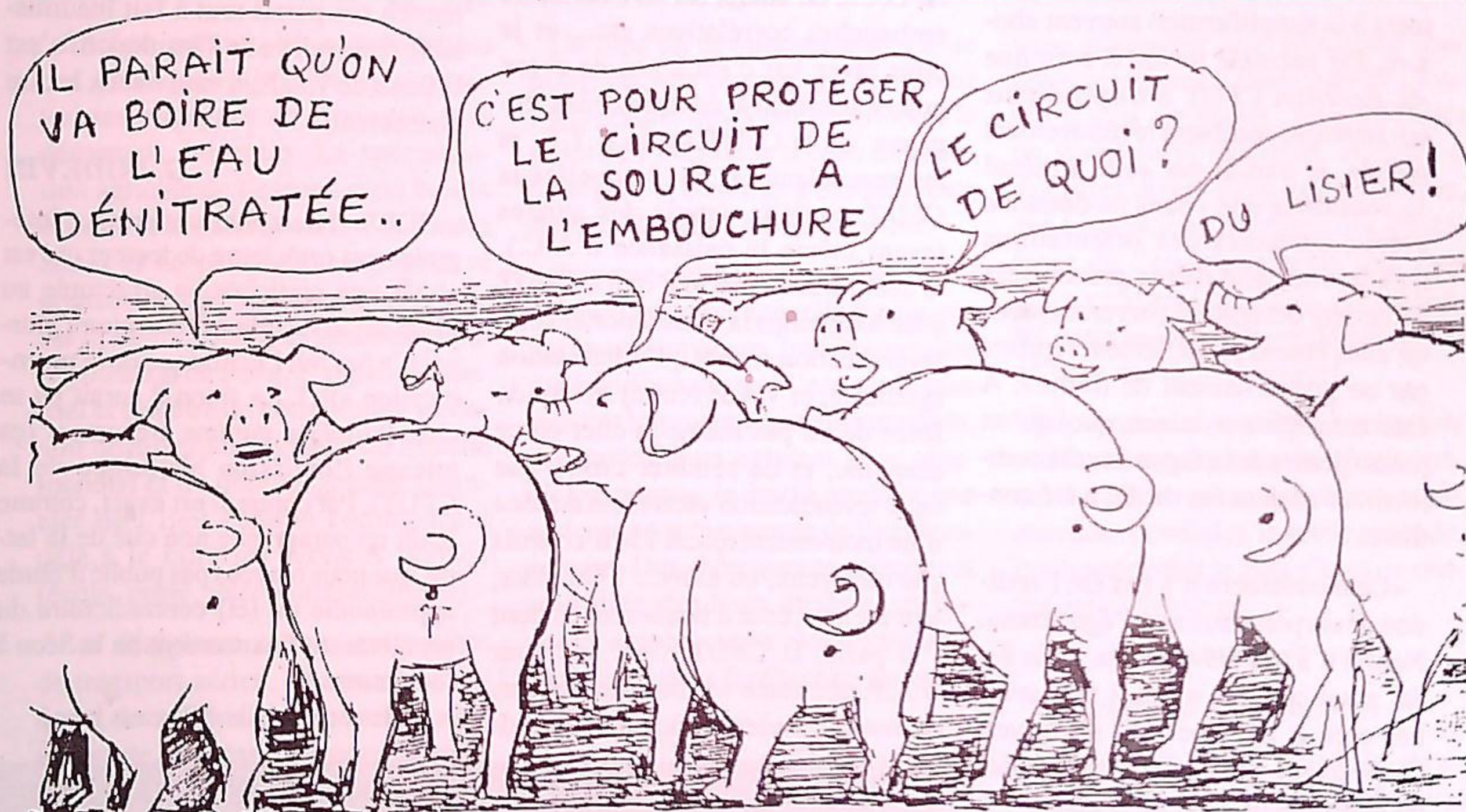
Prix: 5 F.

ALTERNATIVE ROUGE ET VERTE

Socialisme

Ecologie

Autogestion



Le traitement breton de la pollution

S O M M A I R E

- 2 La CFDT en enfer ?
- 3 FORUMS BRETONS, C'EST PARTII!
- 4 Solidaires face au Sommet des 7,
- 5 Les "vieux" en rêvaient ...
- 6 Débat sur l'eau en Bretagne
- 7 L'Alternative ou la fin des mythes
- 8 Infiltration des catholiques réactionnaires en Côtes d'Armor
- 9 L'Industrie d'armement

La C F D T en enfer ?

Le numéro de V.A.P. de mars-avril contient un certain nombre d'affirmations ou de prises de position d'une part et une omission «massive» d'autre part qui m'amènent à réagir. Ex-PSU, sympathisant d'AREV et très ancien lecteur du «Combat Socialiste», je suis également militant CFDT et c'est à ce titre aussi que je trouve inacceptables ces éléments précités qui semblent dessiner une ligne «politiquement correcte», en faisant une sorte de tri parmi les forces susceptibles de participer au mouvement d'alternative politique en construction.

Les propos de Christophe LEMASSON en reviennent largement à la simplification souvent abusive. Par exemple lorsqu'il écrit que «la direction CFDT a méprisé puis ouvertement combattu le mouvement social», je traduis par «elle a refusé de considérer que - dans un domaine précis, certaines des orientations qu'elle avait elle-même préconisées à Charléty devenaient perverses parce qu'elles étaient partiellement reprises par un gouvernement de droite». A mon sens, elle a eu raison, quoi qu'on puisse penser de la façon dont la communication dans les médias a été conduite.

«Ce mouvement n'a pas été l'addition de corporatismes et d'égoïsmes». Non, il n'a pas été que cela, mais il a été aussi cela, ou alors il faut avoir une ouïe et une vue bien sélectives. On ne gagne rien à vouloir mythifier un mouvement, quel qu'il soit.

Là où le bât blesse surtout - et C. LEMASSON le reconnaît - c'est l'absence de propositions, et c'est cette absence qui finalement a «unifié» le mouvement, qui a été un mouvement «contre», un mouvement de refus : refus du libéralisme (pour certains), refus de la mondialisation et de son emprise, et finalement refus de toute

réforme (dont celle de la Sécu).

Les seules propositions précises - limitées, émanaient du mouvement mutualiste et ... de la CFDT, qui avait l'immense désavantage d'être logique avec elle-même et de ne pas se contenter de slogans simplistes face aux immenses problèmes de société qui sont posés, dans le domaine de la S.S. comme dans d'autres. Comme la culture d'opposition pure et simple doit être confortable !

Le deuxième grand sujet - qui rejoint le premier - concerne ce qui est écrit sur la réduction du temps de travail, en particulier dans l'éditorial. J'y vois l'approbation de ce que propose A. C. : la loi cadre, les 32 heures, les embauches corrélatives etc... et je crois rêver, car c'est à peu de chose près exactement le contenu de la campagne de la CFDT sur la R.T.T., et les revendications sur lesquelles la CFDT travaille depuis des années (avant même la naissance d'A.C.). C'est tout de même vrai que la CFDT a été longtemps la seule à porter cette revendication en tant qu'organisation syndicale, et V.A.P. réussit le tour de force de ne pas même la citer en ce domaine, et de sembler croire que cette revendication «sort toute armée» d'un mouvement récent ? Je n'en crois pas mes yeux, ou alors... ? Ou alors, «en mettant bout à bout» tout ce dont j'ai parlé, la CFDT n'est pas pour V.A.P. une force «politiquement correcte». Il convient donc ou de la criti-

quer, ou de l'ignorer. F.O. elle-même est mieux traitée, et pourtant, sur le plan de la transformation sociale, ce n'est pas terrible, mais F.O. était dans le mouvement social de décembre.

Ce que j'ai écrit là montre que j'ai ressenti durement le contenu de ce numéro. Ayant une certaine habitude de l'analyse des textes, je crains que mes appréhensions ne soient fondées, au moins partiellement, quoi qu'il en soit, je veux redire ici ma conviction que l'avenir est à ceux qui se veulent à la fois forces de contestation et de propositions pour l'évolution de la société, et pour l'instant seule la CFDT joue vraiment ce rôle. Appeler cela «l'accompagnement du libéralisme» me paraît tout à fait inadmissible (cela relève de l'insulte). Si c'est la thèse de V.A.P., il vaut mieux le dire clairement.

G. PODEVIN

NDLR - Nous publions presque intégralement cette lettre de lecteur qui est plutôt une participation structurée au débat sur la recomposition. Notre journal n'a pas fait l'historique de la revendication «R.T.T.» sinon il aurait pu se citer lui-même comme précurseur (ça atténue l'omission historique de la CFDT). Par contre il est exact, comme le dit un paragraphe non cité de la lettre, que nous n'avons pas publié d'étude approfondie ou (et) contradictoire du problème du financement de la Sécu à long terme.

Mais cette fois le débat est lancé.

Nous publierons la prochaine fois la lettre d'un lecteur de Brest, ainsi que l'amorce du débat lancé par A.P. de Quintin sur le civisme lié aux valeurs nationales. Nous avons dû mettre également en sursis des articles intéressants sur l'antisémitisme et sur les services sociaux.

Patientez, et excusez nous.

FORUMS BRETONS, C'EST PARTI!

Comme prévu lors de la réunion du 23 mars à St-Brieuc (voir VAP n° 1023), une délégation de l'AREV 22 a rencontré le 11 mai à Saint-Brieuc une délégation des Verts. Un représentant du Parti Écologiste était également présent ainsi que des observateurs du groupe Rouge et Vert 35 et de l'Autre Gauche du Finistère.

La date du 23 JUIN a été confirmée pour l'organisation des forums dans les départements, un texte d'appel (lire ci-dessous) a été adopté par les deux délégations ainsi que l'ordre du jour.

Les différents partenaires doivent être contactés dans les départements pour donner leur accord sur leur participation. On attend Rouge et Vert 35, L'Autre gauche 29, Refondation 22 (confirmés), le Germe de Morlaix...etc...

TEXTE D'INVITATION AUX FORUMS BRETONS DU DIMANCHE 23 JUIN 96.

Pour un Développement Durable: Débattre, se rassembler, agir pour l'Écologie et la Solidarité

Comme partout, les conséquences des politiques libérales et productivistes engagées en Bretagne sont désormais évidentes. La spécialisation agricole de l'espace rural breton conduit à la désertification de vastes zones et ne peut désormais plus se poursuivre sans conséquences graves sur la santé humaine notamment par la pollution de l'eau. L'espace industriel et tertiaire de notre région va devoir affronter les logiques du marché mondial et du désengagement financier de l'Etat comme commencent déjà à le faire les services publics (école, poste, télécommunications).

Les déréglementations en matière de transport aérien, ferroviaire risquent de marginaliser de vastes territoires: de nouveaux espaces urbains spécialisés seront alors promus par la route et la "vocation touristique" des littoraux bretons sera renforcée.

Hier encore terre de l'électronique et des télécommunications, la Bretagne se développe désormais sous l'égide des industries agro-alimentaires alors que la politique agricole européenne se réoriente vers d'autres marchés d'approvisionnement.

Ce type de développement, s'il se poursuit, ne pourra qu'accélérer l'émigration des jeunes, renforcer le poids de l'exclusion sociale dans notre région et conduire à des pressions intolérables sur l'environnement.

Des associations, des mouvements refusent pourtant une telle évolution: des consommateurs font reconnaître par les tribunaux que l'eau est le plus souvent impropre à la consommation, des agriculteurs agissent pour obtenir les moyens, le droit à produire une agriculture respectueuse de l'environnement. Des chômeurs se regroupent pour défendre leurs droits et retrouver un emploi en se mobilisant avec les salariés pour la réduction du temps de travail.

Le vaste mouvement social de décembre 95 a posé la nécessité d'une redistribution plus équitable des richesses. Tous ces mouvements sociaux par delà leur originalité, traduisent de fortes aspirations à un autre avenir.

La Bretagne, la France, l'Europe sont désormais devant des choix écologiques, économiques et sociaux décisifs. Le moment nous paraît donc

venu d'engager une démarche concrète de rassemblement, ouvert à toutes et tous, militants, sympathisants ou simplement électeurs, engagés à des titres divers dans des syndicats, des associations de chômeurs, de défense de l'environnement, des sans logis, groupes féministes, régionalistes, associations tiers-mondistes ou de défense des droits civiques.

La construction d'une alternative politique reposant sur le développement durable (y compris dans sa dimension mondiale), la justice sociale, la citoyenneté et la paix s'impose chaque jour davantage.

Alternative et non simple alternance!

Pour porter un tel projet, la construction d'un mouvement écologiste, alternatif, solidaire et citoyen est nécessaire.

Nous vous invitons à participer aux forums départementaux qui se tiendront le 23 juin en Bretagne, forums dans lesquels ensemble nous débattrons de l'identité, du projet, des actions, de la stratégie et de la méthode de rassemblement d'une telle force.

Les autres voix de la planète,

Solidaires face au Sommet des 7, Chômage, Dette, Guerre, ça suffit !

Comme tous les sept ans, la France est la puissance invitante du G7. Les chefs d'Etat des sept pays les plus riches du monde, accompagnés d'Eltsine, seront accueillis fin juin par Chirac et Barre, à Lyon.

Ils vont se fendre de grandes déclarations sur la lutte contre la pauvreté et le chômage, pour la défense de l'environnement ou le progrès de la paix dans le monde...

En réalité, il s'agit pour eux d'entériner les décisions qui sont prises de concert avec les organismes très fermés qui ont pour nom, FMI (Fonds monétaire international), Banque Mondiale, OMC (Organisation mondiale du commerce).

Ces organismes travaillent dans l'ombre des gouvernements des pays les plus riches: ils libéralisent le commerce mondial sans aucune entrave, ils poussent à la privatisation et au démantèlement des services publics.

Ils développent «la loi de la jungle» au niveau mondial, la loi du plus fort. Ils favorisent les intérêts financiers des firmes multinationales. Leur politique nourrit chômage et exclusions, exacerbe oppressions et logiques de guerre, accentue la pauvreté des peuples et la misère de nombreux pays du Sud.

Le mouvement social de décembre en France a montré qu'il était possible de résister à ces politiques. Cette campagne contre le G7 à Lyon permet d'affirmer nos solidarités et les convergences d'intérêts entre les peuples du Sud et du Nord et notre opposition commune aux choix fait sur notre dos par les décideurs de la planète.

Solidaires face au G7, une très large coalition d'associations, de syndicats et de partis politiques s'engage en France pour faire entendre « LES AUTRES VOIX DE LA PLANETE »

AC! organise des «caravanes» qui, dans toutes les régions de France, font le tour des villes pour défendre les 32 heures, les créations d'emplois et le droit à un revenu suffisant pour vivre dignement. AC! transmettra ces revendications aux dirigeants des pays les plus riches de la planète lors de la réunion du G7.

En Bretagne, du 1er au 15 juin, de Rennes à Vannes, (en passant par St-Malo, Fougères, St-Brieuc, Lannion, Paimpol, Morlaix, Guingamp, Landerneau, Brest, Quimper, Lorient) les caravanes se passeront les relais avec dans les villes étapes des réunions publiques, fêtes, rencontres avec les organisations syndicales ...

Du 21 au 29 juin à Lyon, le collectif d'organisations prépare un meeting, de nombreux forums alternatifs, des carrefours de débats, des rencontres internationales avec une manifestation nationale le samedi 22 juin.

L'Europe et la politique des Pêches:

Une logique de mise à mort.

A l'occasion de sa visite en Cornouaille à la mi-Mai, Madame Anna Bonino, commissaire Européen des Pêches a tenu des propos on ne peut plus clairs sur les orientations économiques de l'Union Européenne: recherche de productions à bas prix; encouragement à une transformation des produits de la mer de type industriel et productiviste; remise en cause à peine voilée des prix de retrait et des organisations de producteurs...

Pour qui en aurait douté, c'est bien une logique libre-échangiste qui conduit les destinées de l'Europe. Un libre-échange fondé sur le dumping social au sein des États européens et des importations massives et à vil prix en provenance des Pays tiers. Cette logique mène tout droit à la déstructuration de la pêche bretonne; avec toutes les conséquences qu'on peut entrevoir pour l'emploi et le pouvoir d'achat dans les entreprises de la filière pêche et pour la politique d'aménagement du territoire.

C'est une logique qui va pousser les marins pêcheurs des pays tiers à surexploiter leur ressource pour survivre;

quitte à ce qu'une partie du produit de leur pêche finisse en farines pour nourrir nos poulets ou nos cochons! C'est enfin, au mépris des habitudes alimentaires des différents peuples européens, pousser à la standardisation d'une alimentation de médiocre qualité.

On est bien loin de l'esprit de l'article 117 du Traité de Rome qui prônait l'harmonisation par le haut des statuts sociaux au sein de l'Europe! C'est l'idée même d'Europe que les libéraux et leur vision mercantile sont aujourd'hui en train de tuer.

Il devient urgent que les forces sociales et politiques qui refusent cette soumission totale aux impératifs des marchés se retrouvent pour proposer un autre modèle fondé sur la solidarité entre européens, avec les peuples du Monde et sur la mise en oeuvre d'un développement économique soutenable.

Pour l'Autre Gauche Pour L'Avenir,
Jean Louis GRIVEAU.

Les "vieux" en rêvaient ... Les jeunes l'on fait !

Les Jeunes de différents horizons: féministes, de gauche, écologistes, alternatifs, défenseurs des droits de l'homme, régionalistes... nous avons décidé de nous regrouper... et on l'a fait !

Nous concrétisons ainsi, à notre échelle, notre espoir de voir se réaliser la rencontre et l'union des écologistes et des alternatifs, dans un pôle unitaire et autonome.

- Parce que nous pensons que seules les utopies feront avancer le monde, et que la seule chose qui compte, c'est de construire, tous ensemble, une autre société libre, pacifique, écologiste et solidaire...

- Parce que nous nous connaissons depuis des mois, que nous avons appris à nous apprécier et nous enrichir mutuellement, et que nous avons parfois du mal à comprendre pourquoi nous appartenions à des organisations séparées...

- Parce que nos différences, individuelles ou collectives, tiennent plus à des questions de priorités ou de goûts, et que nous nous estimons de ce fait complémentaires...

- Parce que la rencontre entre une gauche nouvelle et l'écologie politique constitue le mariage de l'année (au moins!)...

- Parce que nous nous rendons compte qu'en ce qui concerne les idées et les projets, l'AREV, le CAP et les Verts ont souvent et de plus en plus des positions très proches - parfois même distantes d'une feuille de papier à rouler! - et que les idées sont plus importantes que les étiquettes qu'on leur colle...

- Parce que c'est seulement en offrant un visage uni, dynamique et nouveau, que l'on pourra vraiment faire avancer notre démarche et notre projet alternatif...

- Parce que nous trouvons que ça commence à bien faire...

Nous, jeunes de l'AREV, de la CAP, de CES ou des verts, à la question: pourquoi ces 4 organisations ? nous avons répondu: Chiche!, un nouveau mouvement de jeunes écolos, alternatifs et solidaires, créé lors d'une assemblée générale fondatrice les 16, 17 et 18 mai 1996.

Cette rencontre nous a permis d'adopter des statuts garants de la démocratie interne du mouvement et une sorte de charte - texte de référence évolutif de Chiche!.

Peut-être que vous aurez le droit à quelques extraits dans un prochain numéro de Vivre Au Pays (si vous êtes gentils!).

Thomas Salesses

Gestation d'un mouvement de jeunesse:

23-24 septembre 95:
1ère réunion.

16 février 96: communiqué commun de jeunes de l'AREV, de la CAP et des Verts intitulé "Alors, on l'ouvre cette bouteille?" (dont est largement inspiré cet article).

2-3 mars & 27-28 avril 96: réunions de travail.

16-17 et 18 mai 96: assemblée générale fondatrice.

Les composantes de Chiche!

AREV jeunes: implantés essentiellement à Lyon, Paris, Rouen et Aix.

CAP jeunes: Paris, Toulouse et Orléans. Jeunes de la Convention pour une Alternative Progressiste - créée en 1994 par anciens militants du PSU et des oppositionnels du PC et de la LCR.

Jeunes de CES: Aquitaine, Besançon, Marseille et Paris. Jeunes de Convergence Ecologie Solidarité, dissidents de Génération Ecologie menés par Noël Mamère.

Ecolo J (les jeunes verts européens): Rennes, Nantes, Caen et Paris. Connus surtout grâce à leur journal «politiquement j't'emmerde» "la vache folle".

Chiche! est le nom du nouveau mouvement de jeunesse. Pour contacter Chiche! à Saint-Brieuc:

Chiche! c/o AREV, 34 rue du Gouët 22000 St-Brieuc

**Tu crois
que tu
vas
changer
le
monde
?

CHICHE
!**

TRÉGUEUX:

L'aval ou l'amont ?

Le Conseil général des Côtes d'Armor a choisi d'avaliser, au moins partiellement, la solution capitaliste à la crise de l'eau potable. Il s'agit bien sûr d'ajouter aux investissements qui entraînent la pollution (engrais, aliments du bétail...) d'autres investissements qui dissimulent cette pollution (dénitratation). Dans les deux cas, c'est le consommateur ou le contribuable (prime au maïs...) qui paie, et les firmes agro-alimentaires qui encaissent.

Le principal réservoir d'eau alimentant le réseau d'interconnexion départemental (celui du Gouët en amont de Saint Briec) recevra une usine de dénitrification. Ainsi sera abaissé (provisoirement au moins) le taux de nitrate du mélange destiné à la consommation. Quant aux élus de Saint Briec, ils se posent la question des pesticides: n'est-il pas encore plus urgent de s'attaquer à eux? Mais peu d'élus ont le courage d'affirmer que seule l'action en amont, au niveau des causes de la pollution a un sens. Ils veulent pallier le mal, non le guérir. Aux deux sens du mot, ils ont choisi l'aval.

Heureusement, il y a au moins un solide îlot de résistance: la commune de Trégueux. Le 28 mai, en emplissant la nouvelle salle polyvalente "Bleu Pluriel", et en approuvant les positions défendues par le maire Jean Basset et l'adjoint à l'environnement Alain Jouan, la population a montré sa solidarité avec la majorité municipale qui refuse les palliatifs et veut rétablir la pureté de l'eau, de la source à la mer. Au débat public qu'elle organisait, 25 à 30% d'habitants d'autres communes s'étaient mêlés aux trégueusiens. Vu le peu de publicité faite, on a pu sentir l'intérêt pour de telles réunions.

En dehors des élus locaux, Hervé Gilet, chargé de mission par le Ministère de l'agriculture et Gilles Huet, d'Eaux et Rivières, ont apporté des données précises. Le premier, avec la réserve du fonctionnaire, sur les méfaits des pesticides (le dinoterbe tue carrément les poissons, l'atrazine est probablement cancérigène, le second avec la conviction tranquille des évidences, sur les conséquences des aveuglements et des complicités. L'économie bretonne est sur la voie du suicide. Déjà une laiterie du Trieux n'a pu obtenir de certification et une centrale de vente des artichauts bretons a cessé d'exporter dans les pays scandinaves. Là où elles existent déjà (Binioc), les usines de dénitrification se montrent efficaces... pour faire fuir les usagers des plages envahies d'algues vertes et menacer la pêche et la conchyliculture, car elles ne traitent que 10% de l'eau, ont un effet anesthésiant, et la situation empire autour d'elles.

Nos élus ont souvent les mêmes étiquettes que ceux qui alternent dans les gouvernements. Ils ne peuvent prétendre qu'ils se trouvent dans une situation inattendue et qu'ils peuvent seulement faire poser des kilomètres de tuyaux d'interconnexion, agrandir les fosses à lisier et construire des usines... Comme l'a dit André Pohon, ça va créer des emplois à court terme, mais ça nous conduit à la catastrophe à long terme. Choisir ou non le développement durable, telle est la question. On pourrait notamment encourager l'agriculture autonome non polluante au lieu de la culture du maïs, comme l'a rappelé un élu de Trémargat.

Nos représentants vont-ils choisir la stratégie défensive de l'autruche:

mon robinet est propre, la Bretagne est sauvée ?

RENNES:

Débat sur l'eau en Bretagne

Le 4 mai s'est tenue à Rennes, à l'initiative du groupe Rouge et Vert, une réunion-débat technique sur les problèmes de distribution d'eau potable en Bretagne. Comme l'a dit François Prévost, une confrontation de ce style est plus instructive que le rassemblement de convaincus. Inversement, elle est menacée par une certaine dérive technique: le technicien peut réparer et a envie de le faire; il n'est pas chargé de remettre en cause des équilibres sociaux ou des présupposés idéologiques. «Etant donné que la société est ainsi faite et qu'il faut faire avec», dira-t-il souvent...

L'examen critique de l'environnement social n'a toutefois pas été absent du débat rennais, notamment dans les propos de Paul Tréhen qui préside un conseil scientifique consultatif (le CCSTI) dont l'indépendance a été respectée jusqu'ici. Il voudrait faire réformer et respon-

sabiliser les études d'impact qui sont souvent «bidon» et... complaisantes pour le client qui est généralement celui qui est susceptible de polluer ou de dégrader. Il précise bien que l'épuration de l'eau, dénitrification ou autre, revient en fait à transférer le problème en aval.

Qu'arrivera-t-il si le littoral breton, rapidement atteint par nos courtes rivières, devient invivable pour toute aquaculture... sinon pour les touristes? Après les nitrates, les phosphates, les métaux lourds, les pesticides, une nouvelle menace pointe: celle des bactéries transgéniques, organismes vivants manipulés dont on a déjà constaté qu'ils pouvaient se fixer dans le sol et donc provoquer des effets non recherchés et encore inconnus. Mais Paul Tréhen tient beaucoup à l'idée que la mise en cause de la seule agriculture intensive est une simplification abusive et condamnable du pro-

blème. Il faut arriver à la notion de gestion raisonnée de l'ensemble breton. La qualité de vie, ou sa dégradation, n'est pas sans effet, par exemple, sur les implantations industrielles.

On a également parlé, avec Pierre Bauby, de la mainmise des compagnies privées, qui sont souvent en France des multinationales, sur la distribution de l'eau, et des moyens collectifs de défense et de contrôle par les usagers. Nous aurons sûrement l'occasion d'utiliser les éléments techniques tirés de ce débat, lors de discussions sur tel ou tel problème lié à l'eau.

Une précision utile à fournir dès maintenant: si la Bretagne n'est pas menacée de manquer d'eau, quantitativement, dans un avenir prévisible, 70% de cette ressource sont d'ores et déjà impropres à la consommation sans traitement important.

Histoire sans fin, Terre sans infini, Nature sans miracle, L'Alternative ou la fin des mythes

Bien que le terme d'*alternative* (pour désigner la solution et non l'hésitation) nous vienne de l'impérialisme culturel américain au même titre que *hamburger, hot dog, crash, ou look*, il a eu des parrains français dans son application économique et sociale.

Le premier «Plan Alter» était : une conception industrielle différente, une consommation différente, le souci primordial du long terme. Nous pouvons rapporter que ses auteurs auraient souhaité remplacer la comptabilité financière des statistiques (universelle dans notre système marchand) par une comptabilité physique des produits. Ce travail considérable reste à faire : il permettrait une analyse bien plus pénétrante des rapports commerciaux de l'échange inégal, entre autres.

De toute évidence la pensée «alternative» doit se nourrir du rationalisme scientifique de la fin du XX^{ème} siècle, qui a intégré la probabilité dans la mesure et l'aléatoire dans l'évolution. Le plus important pour des Rouges et Verts semble être qu'il donne le coup de grâce à deux mythes abusifs : les conceptions finalistes de l'Histoire, les conceptions religieuses de la nature.

Le côté cour

Personne n'a écrit d'avance le scénario de l'Histoire. Il n'y a donc pas, à proprement parler, d'énigme unique à résoudre, mais plutôt des lois à trouver, à affiner, à rectifier. Par exemple la «situation de classe» reste «un puissant facteur des positions politiques des individus» (A Contre Courant, mars 96). Mais rien ne garantit que les salariés du monde industrialisé ne seront pas détournés de leur opposition naturelle au capital par les contradictions structurelles du développement planétaire (les extrêmes-droites actuelles, ne serait-ce pas déjà ça ?). Dans ce cas, quelles aliénations auront le plus grand potentiel révolutionnaire ?

Quant à l'abondance sans limites sur une sphère de six mille trois cents kilomètres de rayon, elle est tout aussi inconcevable qu'une production sans limites dans un champ de patates d'un hectare (même en comptant dans ce cas sur les progrès de l'ingénierie génétique).

Le côté jardin

La nature personnifiée est un concept très riche pour explorer nos fantasmes. Elle contribue souvent à la célébration de la subjectivité humaine que sont l'art et la poésie. Là, notre conscience éphémère vit pleinement son

intime appartenance au monde et participe ainsi de son apparente éternité. Mais ce monde complexe et stimulant pour l'intelligence est fait d'une Matière unique, homogène dans ses lois fondamentales. Pour la science actuelle, il n'y a même plus de logique particulière du vivant.

Un militant écologiste qui tient à être différent (de nous) va-t-il s'affirmer seul interprète d'une «biosphère» alors qu'un physicien et un biologiste dont les exigences méthodologiques sont tout de même plus pointues et les champs d'action séparés par nécessité trouvent de plus en plus un langage commun ? (Le prix Nobel de médecine 95 est allé à des travaux de biologie moléculaire.)

CONCLUSION

Au nom de la physique de Newton modifiée Einstein, qui nous colle pour longtemps à cette planète, au nom aussi de l'arithmétique et du bon sens, les alternatifs rouges et verts se retrouveront dans l'aspiration à un développement durable, un développement écologique, économique, social, mondial. Logiquement unis contre une civilisation dont la seule rationalité est de rentabiliser un capital. En bon français, l'alternative est claire.

Jacques GALAUP

FETE DE L'EAU

*Organisée par les Verts bretons
Les 8 et 9 juin à Trémargat (22)*

C'est dans ce village du centre Bretagne que Dominique Voynet, lors des élections présidentielles, a obtenu son meilleur pourcentage (23%).

En décembre dernier, un groupe de jeunes agriculteurs de Trémargat avait engagé une grève de la faim pour exiger le droit et les moyens de produire sans polluer.

Fest noz le samedi 8 à partir de 21 H avec le groupe Strobinnell, les sonneurs Huitol et Jégou et les chanteurs les Castelodennou Bro Plinn. Camping sur place.

Dimanche 9, débat avec Dominique Voynet, musique avec les Clam's et White Spirit.

Animations enfants, stands associations, restauration, buvette...

LANNION:

Le SMITRED persiste

Ce que disait le collectif pour une gestion alternative des déchets ménagers avant la construction de l'usine d'incinération, se vérifie malheureusement.

L'orientation du SMITRED vers le tout-incinération ;

Le discours sur le multifilière est abandonné. Ainsi, les espaces proprement (mini-déchetteries) seront pris en charge par les communes ou les syndicats de base et non par le SMITRED.

Un partage des rôles en quelque sorte : le noble au SMITRED, l'accessoire aux communes.

Le SMITRED ne peut pas financer en même temps une usine et un circuit cohérent de tri-recyclage : «que les communes se débrouillent», tout

(d'après le compte-rendu de l'Assemblée Générale du SMITRED du 27 mars 1996.)

ceci agrémenté par un discours écologique et un appel au civisme des enfants et des parents.

Deuxième orientation

la collecte sélective au porte à porte (chaque foyer aurait une deuxième poubelle contenant verre, papier, plastiques) est rejetée à priori. Surtout pour des raisons de coûts. Nous pourrions apprécier plus tard le coût de fonctionnement de l'usine.

Quant à nous, nous préférons que les déchets de 90 % des foyers soient collectés et triés plutôt que 10 % des foyers aillent porter leurs déchets triés à des mini-déchetteries.

Question d'efficacité : a-t-on la volonté politique de trier, recycler un maximum de déchets ?

Veut-on démocratiser le tri des déchets ménagers ?

Troisième orientation : l'adhésion de nouvelles communes.

Dans l'étude, la taille du four d'incinération a été calculée pour un certain tonnage, un certain nombre d'habitants, un certain nombre de communes.

A l'époque, nous contestions la taille trop importante de l'usine.

Or, avant la mise en marche de l'usine, le SMITRED veut rentabiliser son outil et ne respecte pas le scénario visé dans l'étude.

Ceci va à l'encontre des principes : «chacun ses déchets» et «responsabilité des consommateurs, des producteurs, donc agir au plus près d'eux».

Alors que certains distributeurs font leur publicité sur ce thème, il est temps que les nouveaux élus prennent leurs responsabilités en contrôlant les coûts de l'usine d'incinération, en refusant de nouvelles communes, en expérimentant, dans le cadre du SMITRED, de nouvelles pratiques de tri-recyclage.

Michel BLIN

Dans un article de synthèse paru dans TÈRRAINS, le mensuel de la F.O.L., Guy Lanrivain revient longuement sur l'offensive des catholiques intégristes dans les Côtes d'Armor. Les lecteurs de VAP ont pu suivre depuis plusieurs mois déjà la mise en place de ces réseaux liés à la droite extrême.

L'OPUS DEI, principal soutien du très réactionnaire Jean Paul II a plusieurs antennes en Bretagne avec un important relais à Rennes autour de l'abbé Savignac et de Hervé Pasqua, directeur de l'Institut Saint Melaine.

L'institut de Locarn continue quant à lui son travail idéologique en direction des milieux socioprofessionnels. Plusieurs de ses animateurs ont participé à la popularisation de la pétition favorable à la venue du Pape en Bretagne. Cette dernière opération a d'ailleurs lamentablement échoué.

Infiltration des catholiques réactionnaires en Côtes d'Armor

Il est à regretter qu'une partie de l'UDB ait cru devoir s'embarquer dans cette galère...

A l'abbaye de Boquen (dont nous avons longuement parlé dans les précédents N°), près de Plénée-Jugon, les choses évoluent très vite. Le conseil municipal soutenu par les associations laïques a réussi à bloquer le projet de construction d'un centre monastique. Il est maintenant question que les Sœurs de Bethléem se cherchent des lieux plus cléments ailleurs.

A Tréguier, l'évêché vient de concéder aux Foyers de charité la gestion de la pastorale du Trégor et celle du culte de Saint Yves: sources financières et lieux d'influence très importants.

Des relais politiques

Cette mise en place de réseaux catholiques intégristes soutenus par les Associations Familiales Catholiques semble monter en puissance avec l'apparition de forces politiques les soutenant. C'est ainsi qu'il faut interpréter la conférence de l'ancien inspecteur Gaudino à St Brieuc en mai pour faire des révélations sur les comptes de la justice en Bretagne.

Tout semble donc indiquer que les Côtes d'Armor soient un des terrains privilégiés d'une offensive intégriste et réactionnaire. La faiblesse de la droite traditionnelle laissant le champ libre à des forces plus extrémistes. A noter le silence assourdissant du PS sur toutes ces questions. A BARTH

L'industrie d'armement et la construction d'une économie solidaire et de paix

«A juste raison nous réfléchissons, ensemble, à la place et au rôle des collectivités territoriales dans la valorisation et l'expérimentation de l'économie solidaire. Dans une ville comme Brest, fondée il y a trois siècles autour de la Marine Militaire, cette question pose obligatoirement celle du fonctionnement de la Société et des conditions à réunir pour avancer d'un pas assuré, vers la Paix»

BREF APERÇU DE BREST

Brest recense environ 100 000 habitants. La Communauté Urbaine créée en 1974 comprend 8 communes pour une population d'environ 220 000 habitants.

Le bassin d'emploi de Brest concerne, lui, une population d'environ 340 000 habitants. Le chômage officiellement reconnu voisine le taux de 11,5 % en 1994.

Brest accueille le Siège du commandement de la Région Maritime Atlantique.

L'arrondissement maritime de Brest rassemblait, en 1992, 26 500 personnes, militaires et civils, soit la moitié du potentiel humain de la Région Maritime Atlantique.

Deux sous-ensembles sont à distinguer: les forces constituées exclusivement de militaires et le soutien des forces dont les personnels sont militaires et civils. L'arrondissement maritime de Brest dispose d'environ 9 000 employés civils.

LA D.C.N..

La Direction des Constructions Navales constitue la principale industrie et le deuxième employeur de l'Ouest (6 700 salariés). Ses missions sont de fournir à la Marine Nationale des bâtiments de fort tonnage. Le porte-avions «Charles De Gaulle» est actuellement en construction. Elle entretient et maintient au plus haut niveau technologique l'ensemble de la flotte et les SNLE (Sous-Marins Nucléaires).

Cette réalité singulière fait de Brest la base d'accueil de plus de 90 % de la dissuasion nucléaire. Le Finistère est de loin le plus militaire des départements bretons. Les établissements de la Thomson CSF (1 100 salariés), de Thomson Sintra (370 salariés) sont brestois (voir l'intervention du représentant CGT). Également, pour mémoire, la poudrerie à Pont-de-Buis. Ces quelques éléments succincts permettent de mesurer l'importance du

poids de l'activité économique de l'armement pour notre région.

L'Agence d'Urbanisme de Brest évalue à 3,3 milliards de francs les revenus distribués par la Défense Nationale (sur le territoire de la Communauté Urbaine) à ses personnels, actifs et retraités.

L'ÉROSION DE L'EMPLOI INDUSTRIEL ET DE DÉFENSE

L'industrie française de défense représentait en 1987, 300 000 emplois directs. En 1996 tout indique que nous sommes passés en dessous de la barre des 200 000 emplois directs.

A la D.C.N. Brest en dix ans, les personnels civils à statuts ont diminué d'environ 10 %. Les personnels ouvriers ont proportionnellement « souffert » davantage. Ils représentent cependant toujours 86 % des effectifs D.C.N..

En 1983, la Thomson CSF - Brest comptait 1 770 salariés. Elle n'emploie plus aujourd'hui que 1 100 salariés. La aussi les effectifs ouvriers ont été particulièrement touchés. Ces indications confirment ce que nous avons signalé très tôt - grâce à travaux de M. Jean-Paul Hébert, de M. Alain Joxe, de M. Bruno Barrillot notamment - la crise des industries d'armement a connu un approfondissement, dès le milieu de la décennie 80.

Dès cette époque nous avons estimé devoir développer et préciser notre proposition de fond visant à la diversification - reconversion des industries d'armement. C'était à nos yeux une pièce indispensable au développement d'un mouvement, dynamique et ouvert, en faveur de la Paix construite sur la base d'un désarmement volontaire, progressif et concerté au plan international.

LES OUTILS DE LA RECONVERSION

Nous savions que notre engagement pour le désarmement et la Paix ne pouvait se réduire à des considérations idéologiques et philosophiques. Le poids économique et culturel du complexe militaire industriel dans une région comme Brest impliquait que nous nous mêlions des questions de défense et de sécurité. Nous devions être capables d'avancer des propositions nouvelles en matière de stratégie militaire. Nous devons réfléchir pour

éviter que les populations ne « tremblent de Paix », parce qu'elles craignent pour leur emploi. C'est ainsi qu'est née l'idée de la création de « l'Université européenne de la Paix ». Cet outil associatif, ouvert aux progressistes, aux syndicalistes, aux universitaires s'est constitué avec l'aide amicale de notre amie Aline Archimbaud. L'Université européenne de la Paix a depuis lors déployé une activité soutenue de recherche, de formation, de débat. Elle a élaboré des propositions concrètes. Elle a ouvert la voie à la mise en place d'un réseau d'échange et d'expérience des élus progressistes et de syndicalistes de l'Angleterre du Sud (Southampton - Plymouth) et de l'Allemagne du Nord (Brème - Kiel) qui fonctionne régulièrement.

L'Université de Brest (L'U.B.O) s'est elle-même, à l'initiative de M. Roland de Penanros, doté d'un lieu spécifique de recherche E.3.D (Economie - Défense - Développement - Durable).

L'Université de Bretagne Occidentale, en relation avec ECCAR (Association d'Economistes contre la course aux armements), a organisé en mai 1994 un colloque international sur le thème « la crise des industries d'armement et le développement régional ». Les actes de ce colloque ont été publiés par la Documentation Française sous le titre « la Reconversion des industries d'Armement ».

Des syndicalistes CGT de la Thomson CSF ont de leur côté entrepris un travail de qualité et défini des propositions précises de productions civiles alternatives aux productions militaires.

Sous la pression des événements le Gouvernement et la Région de Bretagne bougent et posent à leur tour la question de la diversification-reconversion. Bien-sûr ils le font de manière imparfaite du point de vue démocratique et sans se dégager du dogme libéral.

Mais c'est un fait.

Enfin, la Communauté Urbaine de Brest fait désormais de la diversification de l'activité économique et industrielle de son territoire l'un des axes majeurs de sa politique. Elle s'appuie pour cela sur les objectifs KONVER définis à Bruxelles.

Cela dit bien des résistances restent à surmonter pour avancer plus concrètement dans la voie de la reconversion, partielle mais volontaire, des productions à l'Arsenal de BREST (D.C.N).

LE SENS DE LA RECONVERSION

La reconversion n'est pas une fin en soi, elle est avant tout un outil incontournable et volontaire pour avancer dans la voie de la recherche et de la création d'une économie de paix et d'un autre modèle de développement. Elle est un outil pour avancer dans la voie de la transformation de la société. Toute assimilation aux plans de restructuration proposés par les forces liées au Gouvernement et aux logiques libérales, doit être combattue avec la plus grande fermeté. De même, si le thème de la diversification ne doit pas être rejeté à priori, nous ne pouvons pas ne pas voir que ce concept n'inclut pas la nécessité d'une démarche permanente pour remettre en cause sur le fond, la domination des complexes militaro-industriels de logique libérale. C'est pourquoi il peut être utile de rappeler les expériences passées de l'Arsenal de BREST.

Entre 1948 et 1953 le chantier des constructions neuves reconverti n'a travaillé que pour la marine de commerce assemblant les coques de trois charbonniers, deux longs courriers, deux cargos

mixtes et du Paquebot « ANTILLES ». Le lancement de ce magnifique navire donna lieu à une fête. Des milliers de Brestois furent conviés à visiter le paquebot. Au début des années 70, l'Arsenal a construit des car-ferries. La qualité du travail fut reconnue et soulignée par les armateurs et les professionnels. Ce point d'histoire ne vise pas à suggérer que la fabrication de navires civils soit l'alternative unique aux fabrications militaires. Elle vise simplement à confirmer que la nature juridique de l'Arsenal - outil industriel propriété de l'État - et les statuts des personnels civils ne sont pas des obstacles à l'ouverture de fabrications civiles dès lors qu'il y a « volonté politique ». A l'heure actuelle, cette volonté politique fait pour le moins défaut, y compris hélas, chez les syndicalistes de la D.C.N..

Il importe donc de poursuivre notre effort pour mieux faire partager le sens de la reconversion et de notre conception progressiste.

LA SITUATION ACTUELLE

Annoncé depuis des mois le projet de réforme de l'institution défense est, désormais, engagé sous la responsabilité personnelle du Président de la République.

Après la publication du rapport Conze, relatif à la



Ce qu'il faut éviter...

D.C.N. M. Jacques Chirac a tenu à révéler, lui-même, les principales orientations retenues par le Conseil de Défense du 22 Février. La loi de Programmation qui, on le sait, sera probablement votée par le Parlement au mois de juin, précisera les "grands objectifs" et les échéanciers des différentes réformes que le gouvernement conduira dans la période courant de 1997 à 2002.

La Marine est directement concernée par ce que le gouvernement appelle le « reformatage » de la Défense. Du fait des missions spécifiques assurées par les unités de la Marine basée à BREST, du fait encore de leur importance, en poids et en volume, dans la vie économique de la cité toute la région brestoise s'en trouvera bousculée, jusque dans ses fondements. L'activité industrielle et les équilibres sociaux, déjà durement affectés, risquent de connaître de fortes perturbations aux conséquences irréparables pour BREST, ses travailleurs et sa jeunesse.

Il n'est pas faux de faire observer que le resserrement tant des budgets que des programmes et des effectifs militaires étaient, de longue date, dans l'air du temps dans la plupart des pays occidentaux. Les années 1985 annonçaient de profonds bouleversements dans la réalité géopolitique du monde, mais la France a refusé d'en prendre à temps toute la mesure.

Il est aisé de stigmatiser l'aveuglement et le laxisme coupables des gouvernements successifs. Depuis cette période ils ont tous facilité, tour à tour, par leurs choix erronés en matière de programmes militaires (le P.A.N. Charles de Gaulle, le SNLE, N.G. Le Triomphant, le char Leclerc, l'avion Rafale le missile Hadès...) l'enfoncement dans la crise de toute l'industrie de l'armement

En revanche, dans le même temps, ils ont aussi, tous refusé d'encourager les recherches de productions alternatives, nécessaires au maintien des emplois et de définir les conditions d'une sortie positive de la crise.

Enfin, il est facile de pointer du doigt les redoutables inflexions imprimées par M Jacques CHIRAC et son gouvernement aux options stratégiques antérieures. Elle s'inscrivent dans une logique de démantèlement de la doctrine française. Les adaptations des fonctions et des moyens de défense au nouveau cadre budgétaire en illustrent toute la nocivité pour l'emploi. la France et la Paix

Ce bref rappel -tout comme l'affirmation de l'inquiétude légitime des élus locaux s'avère cependant nettement insuffisant eu égard à la gravité de la situation. Il est de notre devoir commun de rassembler les populations et de définir avec elles des objectifs clairs pour défendre l'emploi.

POUR UNE ÉCONOMIE SOLIDAIRE ET DE PAIX

De ce point de vue, il est intolérable que depuis des mois les adeptes du dogme de la pensée unique nous présentent la réduction drastique du nombre d'emplois comme la seule variable concrète et la seule issue à la crise de l'industrie de l'armement

En effet, qui peut encore croire que le potentiel industriel et technologique des arsenaux, le savoir faire des personnels, ne peuvent être mis en mouvement, s'ouvrir durablement à des productions civiles et ainsi répondre enfin pleinement aux appels pressants de la jeunesse brestoise?

A l'évidence une réponse positive à cette interrogation suppose, avant tout une ferme volonté politique, un engagement solidaire de tous les travailleurs. de la population et des élus.

Il apparaît donc que pour donner toute son efficacité au combat pour la Paix, il faut étudier, apprendre les problèmes de la Défense et des Relations internationales. C'est une condition pour organiser l'éducation à la Paix, faciliter la naissance d'une nouvelle culture et l'invention d'une économie solidaire et de paix.

La Paix est une question humaine à tiroirs. Sa construction exige patience et méthode. Deux vertus difficiles à pratiquer sans boussole et dans l'agitation médiatique du moment.

Dès lors nos réflexions prendront une dimension incomparable pour faire partager l'idée que si nous voulons la Paix, il faut préparer la Paix

Louis Aminot.

Vice président de la Communauté Urbaine de Brest

LE COMBAT SOCIALISTE

VIVRE AU PAYS

MENSUEL

N° CPAPP: 10788

Administration: BP 4329, 34 rue du Gouët,
22043 SAINT BRIEUC CEDEX CCP 2 238 02 K. Rennes

Directeur de la publication: Jacques GALAUP

Réalisation: Imprimerie spéciale AREV

Dépôt légal: à parution.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM:

ADRESSE:

ci joint un chèque de (40F minimum):

adressé à:

VIVRE AU PAYS

BP 4329 - 22043 SAINT BRIEUC CEDEX

**DES FORUMS ECOLO - ALTERNATIFS :
ETRE AMBITIEUX !**

Comme en témoigne notre journal, le processus de rassemblement des écologistes et des alternatifs engagé depuis quelques mois en Bretagne va connaître une nouvelle étape au cours du mois de juin par des forums organisés en commun. Le texte d'appel proposé par les Verts et l'AREV peut permettre une ouverture à l'ensemble des mouvements qui se retrouvent dans le Rouge et dans le Vert. (voir le texte à l'intérieur du journal)

Cette démarche de convergences qui se construit entre écologistes et alternatifs pourrait servir d'expérience comme en témoigne l'intérêt pour ce processus de certains journaux nationaux comme Politis...

L'heure est donc à l'espoir plutôt qu'au défaitisme.

Face à l'ampleur et à la gravité des problèmes, chômage, exclusion, pollutions aggravées, montée des intégrismes et de l'extrême droite, nous ne devons pas échouer. Il faut de l'audace pour avancer et donc dépasser les difficultés liées aux différences de culture politique mais aussi, il faut bien l'avouer, à l'esprit de boutique, aux incompatibilités d'humeur, aux notabilités locales.

Alors, partons de ce qui nous unit plutôt de ce qui nous différencie encore.

Depuis plusieurs mois, les différentes mobilisations et mouvements sociaux ont montré qu'une recherche d'alternative à la politique actuelle existait. Cette société crée avant tout du gaspillage, du chômage et du racisme.

Face à elle, contre elle, ce n'est pas seulement un parti qu'il faut fonder, c'est une espérance.

Il ne faudrait pas que l'ambition d'une nouvelle force politique écologique et alternative revienne à fournir, à garantir, un chapitre «environnemental» à une gauche gestionnaire qui se chargerait de l'essentiel de la pratique économique, sociale, diplomatique, militaire, culturelle ... etc.

Il s'agit de promouvoir une conception politique nouvelle correspondant aux besoins de l'humanité et aux ressources de la planète, basée sur un développement durable. Cette conception est opposée pour nous à l'idée qu'il faut tout confier aux initiatives des intérêts particuliers d'abord, tout faire arbitrer par le seul marché ensuite. Cette idée est la « pensée unique », la pensée de l'élite financière des zones les plus riches de la planète, une incroyable dictature idéologique à laquelle se soumettent la plupart des dirigeants de notre société.

A l'exemple des mouvements de jeunes (Verts, AREV, CAP, CES) capables eux d'union et d'ambition, nous devons pousser dans ce sens les responsables des formations politiques contestataires et alternatives, AREV comprise, qui resteraient englués dans l'hésitation ou les calculs à courte vue.

En partant des réalités que nous vivons en Bretagne, les forums de juin 96 doivent contribuer à l'avancée d'un projet alternatif basé sur un développement durable et fondé sur la justice sociale. Ils ne doivent pas être guidés par les seules préoccupations des élections de 98.

Ces forums doivent permettre d'avancer dans un processus de fusion entre organisations acquises ou intéressées par cette démarche, en tenant compte des rythmes propres à chacun, mais si ces forums ferment la porte à ceux qui ne seraient pas encore prêts, il y aura rupture de contrat.

Il s'agit bien pour nous de lancer une dynamique de construction et donc de prévoir une forme de dialogue et de front commun pour poursuivre la construction de la formation écologique et alternative que beaucoup attendent avec toutes les forces qui se réclament de l'écologie et de l'alternative y compris bien sûr les nombreux groupes locaux de notre région.

En Bretagne, déjà, nous pouvons concrétiser ce front commun par l'approfondissement d'un programme écologiste et alternatif, partant des préoccupations immédiates.

Beaucoup de lecteurs sont probablement d'accord avec ces propositions. Nous leur demandons de le faire savoir de toutes les façons possibles.